

# **Guerre du Biafra, stratégie « victimaire » et aide humanitaire**

Rony Brauman

1997

*Marianne, 1997.*

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

# Guerre du Biafra, stratégie « victimaire » et aide humanitaire

Rony Brauman

Il y a trente ans, en juillet 1967, les troupes du gouvernement fédéral du Nigeria entraient dans la riche province orientale du pays. Dans cette région qui avait déclaré deux mois plus tôt son indépendance sous le nom de Biafra, un des conflits les plus meurtriers que devait connaître le continent africain commençait. Il devait durer trente mois et coûter la vie à des centaines de milliers de civils. Cette guerre, la première avec celle du Vietnam à être couverte par la télévision, fut le théâtre de la première opération humanitaire de grande envergure hors d'Europe et un laboratoire de la politique africaine de la France. Mais le souvenir de cette tragédie se limite à l'image d'un enfant décharné au ventre ballonné. Ce symbole de la folie humaine a éclipsé les enjeux et composantes qui en font un conflit emblématique, quelque chose comme une répétition générale des grandes crises de cette fin de siècle.

C'est au Biafra, en effet, qu'apparut la première véritable stratégie " victimaire ". C'est là que l'on vit pour la première fois un leader politique recruter une agence de relations publiques pour fabriquer et " vendre " à l'opinion publique européenne le thème du génocide des siens. Ne parvenant pas à faire de son peuple un héraut de la libération, il en fit une victime de l'extermination. Et c'est au Biafra que la France inaugura une méthode politique mêlant assistance humanitaire et soutien militaire - aux insurgés biafrais en l'occurrence - sur fond d'images télévisées montrant l'anéantissement programmé d'un peuple entier. La résultante de ces deux stratégies fut le renforcement du camp jusqu'aboutiste biafrais, la prolongation et la montée aux extrêmes de la guerre, et un nombre décuplé de victimes.

Résumons les principaux éléments : en 1966, un coup d'État portait au pouvoir Philip Gowon un général chrétien de 32 ans. Soucieux de mettre un terme aux violences ethniques et régionales qui ont fait des milliers de victimes et déstabilisé le pays au cours des premières années de l'indépendance, Gowon décide de redessiner la structure fédérale du pays en créant douze régions au lieu de quatre. Cette réforme fait perdre aux Ibos, ethnie dominante de l'Est et élite du pays depuis la colonisation, une partie importante de la province du Biafra où viennent d'être découverts d'importants gisements pétroliers. Invoquant les pogroms dont les Ibos avaient été victimes au cours des dernières années, le colonel Ojukwu, gouverneur militaire de la province orientale, déclare alors l'indépendance du Biafra. Nous sommes en mai 1967.

Deux mois plus tard, après d'infructueuses tentatives de négociations, la reconquête militaire commence. En dépit du ralliement de nombreux officiers Ibos et de la vaillance des combattants, le rapport des forces militaires ne laisse aucune chance aux troupes insurgées, qui perdent les trois quarts de leur territoire en quelques mois de guerre. La nation biafraise n'est bientôt plus qu'un réduit, un immense camp de réfugiés encerclé par l'armée fédérale.

C'est alors que des représentants d'Ojukwu prennent contact avec une société de relations publiques basée à Genève, l'agence Mark Press. À partir de janvier 68, celle-ci va être le relais européen du Secrétariat à la Propagande du gouvernement biafrais au nom de qui elle publie d'innombrables communiqués de presse, appels et positions politiques et organise les voyages de journalistes sur le terrain. La cause de l'émancipation des Biafrais ne recueillant malgré tout que peu de suffrages, c'est bientôt la souffrance des enfants et l'accusation de génocide qui deviennent le thème central de communication. Car entre-temps, la famine a explosé. Les effets du blocus nigérian sont amplifiés par l'intransigeance des autorités biafraise qui refusent l'acheminement de vivres par voie terrestre proposé par la Croix-Rouge internationale. La presse

et l'opinion publique prennent fait et cause pour les sécessionnistes. Les images télévisées du martyr des innocents bouleversent le monde et, à mesure que progressent les troupes fédérales, une campagne intense de solidarité se développe. On parle de trois mille enfants succombant chaque jour à la faim, l'argent afflue, les ONG britanniques se mobilisent. Comme la presse, elles accusent leur gouvernement, qui soutient militairement le Nigeria, de complicité de génocide. Au même moment, pourtant, des millions de Biafrais vivent en toute sécurité dans les zones reconquises par l'armée, tandis que les biens des Ibos partis au Biafra sont protégés par la police nigérienne. Mais nul ne semble accorder la moindre importance à ces faits qui démentent la thèse de l'extermination.

À ce premier succès vient vite s'ajouter un autre, et de taille : le ralliement, en juillet 68, de la France qui appelle à une résolution du conflit « sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » De Gaulle n'est sans doute pas resté insensible au sort des populations civiles qui vivent un martyr, mais il voit assurément dans ce soutien l'occasion d'ouvrir une brèche dans la puissance anglophone de la région et d'affaiblir le vieux rival colonial britannique. Pour les Biafrais, qui ne bénéficient d'aucun soutien diplomatique de poids, la position française est un ballon d'oxygène inespéré à un moment où la capitulation est imminente. Encouragés au combat, ils se retirent des négociations engagées sous l'égide de l'OUA et reprennent la guerre de plus belle. Si l'envoi de mercenaires et les 350 tonnes hebdomadaires d'armements livrés par les services spéciaux français ne permettent pas à Ojukwu d'imaginer une victoire militaire, ils démontrent le soutien de la France à sa position inflexible et lui donnent l'espoir insensé d'un retournement de situation.

Ce soutien diplomatico-militaire français est rapidement prolongé par une aide humanitaire : la Croix-Rouge française a déjà récolté treize millions de francs pour les Biafrais au cours de l'été 68. En septembre, elle est envoyée sur le terrain des opérations, aux côtés du Comité International de la Croix-Rouge, qui est à pied d'œuvre depuis le début du conflit. C'est parmi eux, derrière Bernard Kouchner et Max Récamier, que va se recruter plus tard le noyau fondateur de Médecins Sans Frontières. Les différentes Croix-Rouge, ordres missionnaires et ONG accomplissent un travail admirable au plus fort de la tourmente et plusieurs d'entre eux le paieront de leur vie. Témoins de l'agonie d'un peuple, les volontaires humanitaires ne s'aperçoivent cependant pas que les Biafrais sont livrés à leurs propres extrémistes. Quoiqu'il en soit, avec le témoignage des missionnaires et des médecins, la tradition de silence et de neutralité qui pesait si lourdement sur le mouvement humanitaire fut rompue. On ne le regrettera pas, bien au contraire, tout en constatant que cette rupture, ironie de l'histoire, est intervenue à contretemps et à contre emploi, en servant les desseins d'un tyran. C'est bien sous le signe de l'innocence perdue qu'apparut la nouvelle génération humanitaire, celle qui allait prendre son essor au cours des quinze années suivantes. Mais on regrettera que l'histoire sainte des origines occulte l'histoire elle-même, si riche d'enseignements d'une brûlante actualité.

Reste que c'est avant tout le soutien politique et militaire de la France à l'insurrection biafraise qui permit à Ojukwu et aux plus radicaux des sécessionnistes d'emmener leur peuple dans cette sanglante aventure jusqu'à son terme ultime : perdue à l'été 68, la guerre perdura jusqu'en janvier 70 et c'est durant cette période que périt la plus grande partie des victimes, par le feu et la faim. L'amnistie générale fut déclarée - et appliquée - dès la reddition de l'armée biafraise.

Le même mélange de candeur affichée et de roublardise pratiquée marque depuis ce moment et sans interruption la politique africaine de la France. On y voit plutôt un mixe de duplicité et de jobardise, qui s'est encore illustré lors du génocide rwandais, tristement authentique celui-là, et de la crise des Grands Lacs qui l'a suivi. L'expérience est-elle vraiment un peigne pour les chauves ?